

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

BIMENSUEL
Paraissant les 15 et 30
de chaque mois



30 Mai 1999

41^{ème} année

N° 951

SOMMAIRE

II - DECRETS, ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Actes Divers

15 Avril 1999

Décret n° 032 - 99 portant clôture de la session extraordinaire du
Parlement.

284

04 mai 1999

Décret n° 034 - 99 portant ouverture de la 2^{ème} session ordinaire du
Parlement pour l'année 1999.

284

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération

Actes Réglementaires

08 mai 1999

Décret n° 035 - 99 portant création d'une ambassade de la République
Islamique de Mauritanie auprès du Royaume - Uni de Grande Bretagne
et Irlande du Nord.

284

Actes Divers		
18 mai 1999	Décret n° 99 - 050 portant nomination de certains ambassadeurs.	284
	Ministère de la Défense Nationale	
Actes Divers		
02 avril 1999	Décret n° 033 - 99 portant acceptation de démission d'officiers de l'Armée Nationale.	285
	Ministère de la Justice	
Actes Divers		
16 mai 1999	Décret n° 049 - 99 portant affectation de certains magistrats.	285
16 mai 1999	Décret n° 050 - 99 portant admission à la retraite de deux magistrats.	287
16 mai 1999	Décret n° 051 - 99 portant révocation d'un magistrat	287
	Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications	
Actes Divers		
13 mars 1999	Décret n° 99 - 027 portant reconnaissance d'utilité publique de l'Association Club des Amis de la Nature et Protection de l'Environnement(CANPE).	287
	Ministère des Finances	
Actes Divers		
22 décembre 1996	Décret n° 96 - 075 portant concession provisoire d'un terrain à Nouakchott au profit de la NAFA INVESTISMENTS - AFRICA.	287
05 mai 1999	Arrêté n° R - 394 portant affectation d'un terrain à Nouakchott.	288
	Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime	
Actes Réglementaires		
17 mai 1999	Arrêté n° R - 411 portant autorisation de la cellule d'exécution du projet de développement de la pêche artisanale sud à réaliser des opérations de crédit pour le compte d'administrations publiques.	288
	Ministère des Mines et de l'Industrie	
Actes Divers		
18 avril 1999	Décret n° 99 - 044 portant octroi d'un permis de recherche de type M n° 92 à la société Rex Diamond Mining Corporation Ltd dans la zone de Choum (wilayas de l'Adrar et du Tiris - Zemmour).	289
18 avril 1999	Décret n° 99 - 045 portant renouvellement d'un permis de recherche de type M n° 49 pour le diamant dans la zone de Tasiast (wilayas de Dakhlet Nouadhibou et de l'Inchiri) au profit de la société Ashton West Africa Porperty limited.	289
18 avril 1999	Décret n° 99 - 046 portant renouvellement d'un permis d'occuper de type M n° 50 pour le diamant dans la zone de Guelb Richat (wilaya de l'Adrar) au profit de la société Ashton West Africa Property limited.	290
18 avril 1999	Décret n° 99 - 047 accordant à la société Dia Met Minerals Africa Ltd un permis de recherche de type M n° 85 pour le diamant dans la zone de Mdeinet (wilaya du Tiris Zemmour).	290
18 avril 1999	Décret n° 99 - 048 accordant à la société Dia Met Minerals Africa Ltd un permis de recherche de type M n° 84 pour le diamant dans la zone de Mejhoudet (wilaya de Tiris Zemmour).	291
08 mai 1999	Arrêté n° R - 395 abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 255 du 28 mai 1998 fixant la date de mise en exploitation de l'unité de broyage de clinker de la société ciment de Mauritanie.	291

17 mai 1999	Arrêté n° R - 413 portant autorisation d'installation de certaines boulangeries à Nouakchott.	292
Ministère du Développement Rural et de l'Environnement		
Actes Réglementaires		
12 mai 1999	Arrêté conjoint n° R - 405 portant création d'un cadre national de concertation sur les échanges commerciaux des produits agro-alimentaires.	292
Actes Divers		
19 février 1999	Arrêté n° R - 0055 portant agrément d'une coopérative agro-pastorale et avicole dénommée « EKH CHEIM BEILLA/DAR NAIM/Nouakchott.	294
01 mars 1999	Arrêté n° R - 0169 portant agrément d'une coopérative agricole dénommée El Moustaghbel ould Yenge/SFI.FBABY/GUIDIMAKHA.	294
24 mars 1999	Arrêté n° 0231 portant agrément d'une coopérative agricole dénommée Lilihad we tadamoun/Bir Bovat/Hodh Charghi.	294
Ministère de l'Hydraulique et de l'Energie		
Actes Divers		
12 mai 1999	Arrêté n° R - 404 portant autorisation de réalisation d'un forage dans la wilaya du Trarza.	294
Ministère de l'Education Nationale		
Actes Divers		
02 novembre 1998	Arrêté conjoint n° R - 793 portant autorisation d'ouverture d'un établissement privé à Nouadhibou dénommé « EL MEWAHIB ».	295
08 mai 1999	Arrêté conjoint n° R - 397 portant autorisation d'ouverture d'un établissement privé à Nouakchott dénommé « Badr El Koubra ».	295
12 mai 1999	Arrêté n° R - 403 portant création d'un comité permanent des Statistiques et indicateurs de l'Education.	295
16 mai 1999	Arrêté conjoint n° R - 408 portant autorisation d'ouverture d'un établissement privé à Nouakchott dénommé « Dar El Azhar ».	296
Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports		
Actes Divers		
19 décembre 1998	Arrêté n° 500 portant régularisation de la situation administrative de deux professeurs licenciés.	296
04 avril 1999	Arrêté n° 253 portant régularisation de la situation administrative d'un professeur de l'enseignement supérieur.	296
18 mai 1999	Arrêté n° 324 portant régularisation de la situation administrative d'un professeur de l'enseignement supérieur.	296
District de Nouakchott		
Actes Divers		
15 août 1998	Arrêté n° 2/56 portant concession définitive d'un terrain à Teyarett.	297
06 septembre 1998	Arrêté n° 09 portant concession définitive d'un terrain à Teyarett.	297

III- TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

IV- ANNONCES

mauritanien et de contracter avec des entreprises et fournisseurs nationaux.

ART. 5 - Le Ministre des Mines et de l'Industrie est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Arrêté n° R - 395 du 08 mai 1999 abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 255 du 28 mai 1998 fixant la date de mise en exploitation de l'unité de broyage de clinker de la société ciment de Mauritanie.

ARTICLE PREMIER - Les dispositions des articles 1^{er} et 2 de l'arrêté n° 255 du 28 mai 1998 sont abrogées et remplacées par celles qui suivent :

Article 1^{er} : La date de mise en exploitation de l'unité de broyage clinker de la société Ciment de Mauritanie est fixée au 24 mai 1998.

Article 2 : La société est tenue de se soumettre à tout contrôle exigé par les services du contrôle de l'industrie et des impôts.

« Elle peut bénéficier du régime de l'ordonnance n° 89.013 du 23 janvier 1989 portant code des investissements ».

ART. 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel.

Arrêté n° R - 413 du 17 mai 1999 portant autorisation d'installation de certaines boulangeries à Nouakchott.

ARTICLE PREMIER - Les personnes physiques dont les noms suivent, sont autorisées chacune à installer dans un délai de six (6) mois à compter de la signature du présent arrêté et sous réserve de toutes ses dispositions et celles de son annexe, une boulangerie à Nouakchott.

Il s'agit de :

Noms :

lieu

Mohamed Abdel Haye o/
Brahim Vall

arafat secteur
II n° 849

Mohameden o/ Dah

TZA n° 303

ART. 2 - Messieurs Abdel Hayeould
Brahim Vall et Mohamedenould Dah sont

tenus chacun d'employer 15 travailleurs permanents dans sa boulangerie.

A cet effet, ils doivent présenter chacun en ce qui le concerne au Ministère chargé de l'Industrie dans les trois (3) mois après la date de mise en exploitation de son établissement, une attestation de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, justifiant l'emploi de ces travailleurs, faute de quoi, l'autorisation lui sera retirée.

ART. 3 - L'annexe jointe au présent arrêté en fait partie intégrante.

ART. 4 - Messieurs Abdel Hayeould
Brahim Vall et Mohamedenould Dah sont tenus de se soumettre à toute visite ou inspection demandée par les services compétents de l'industrie, du travail et de la santé.

ART. 5 - Outre les sanctions prévues par le décret n° 85 - 164 du 31 juillet 1985 portant application de l'ordonnance n° 84 - 020 du 22/01/1984 tout manquement aux dispositions du présent arrêté y compris son annexe entraîne le retrait de l'autorisation.

ART. 6 - Le Secrétaire Général du Ministère des Mines et de l'Industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

Actes Réglementaires

Arrêté conjoint n° R - 405 du 12 mai 1999 portant création d'un cadre national de concertation sur les échanges commerciaux des produits agro-alimentaires.

ARTICLE PREMIER - Il est créé, sous la tutelle du ministère du Développement Rural et de l'Environnement un cadre national de concertation dénommé « comité national de concertation pour la promotion des échanges commerciaux des produits agro-alimentaires (CNC) ».

ART. 2 - Le CNC est une structure permanente de concertation entre les partenaires économiques et institutionnels des filières « céréales » et « bétail/viande ».

Il a pour objectif l'amélioration des conditions de commercialisation des céréales et du bétail - viande en Mauritanie.

ART. 3 - Le CNC étudie et approuve toute mesure de nature à faciliter :

- la commercialisation et la valorisation des produits des élevages au plan national ;
- l'approvisionnement des marchés nationaux de bétail/viande et produits céréaliers ;
- les relations commerciales au sein des filières céréales et bétail/viande à l'intérieur de la Mauritanie et entre la Mauritanie et ses partenaires économiques extérieurs.
- Le développement des professions des filières céréales et bétail/viande.

A ce titre, le CNC émet des avis et formule des propositions notamment dans les domaines suivants :

- l'information commerciale des opérateurs des filières bétail/viande et céréales ;
- l'organisation professionnelle et inter professionnelle du secteur ;
- l'organisation des foires, marchés à bétail, marchés de gros et réseau de vente du bétail ;
- la réglementation du secteur en vue de faciliter le développement d'une concurrence loyale entre les opérateurs économiques.

ART. 4 - Le CNC est composé comme suit :

- un représentant du ministère du Développement Rural et de l'Environnement, président ;
- un représentant du ministère du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme, membre ;
- un représentant du ministère des Affaires Economiques et du Développement, membre ;
- un représentant du ministère des Finances, membre ;
- un représentant du ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications ;

- deux représentants de la Fédération Nationale des Eleveurs de Mauritanie, membres

- deux représentants de la Fédération de l'Agriculture et de l'Elevage de Mauritanie, membres ;

- deux représentants du Groupement National des Associations agro - sylvo - pastorales, membres ;

- deux représentants de la Fédération Nationale Coopérative des Bouchers de Mauritanie, membres ;

- deux représentants de la Fédération Nationale des Commerçants de Bétail, membres ;

- deux représentants du Groupement National des Aviculteurs de Mauritanie, membres ;

- deux représentants de la Fédération Nationale des Transports, membres ;

- deux représentants de l'Association Mauritanienne pour le consommateur, membres ;

- deux représentants de la Fédération des Banques, services et tourisme, membres ;

- deux représentants de la Chambre de Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture de Mauritanie, membres .

ART. 6 - Les membres du CNC sont désignés par leur structure d'appartenance pour une durée d'un an.

ART. 7 - Le CNC est dirigé par un bureau exécutif.

ART. 8 - Le CNC adopte la composition de son bureau exécutif et son règlement intérieur au cours de sa première sessions.

ART. 9 - Le CNC se réunit en session ordinaire une fois par trimestre sur convocation de son président pour faire l'évaluation des différents programmes engagés et suivre leur exécution.

Il peut se réunir en session extraordinaire sur convocation de son président ou à la demande du tiers (1/3) de ses membres.

ART. 10 - Le CNC peut faire appel à toute personne physique ou morale pour des compétences particulières.

ART. 11 - La participation aux travaux du CNC ne donne droit à aucune rémunération ou indemnisation.

ART. 12 - Le Secrétariat du CNC est assuré par la structure chargée de la planification du ministère du Développement Rural et de l'Environnement.

ART. 13 - Le Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement et le Secrétaire Général du Ministère du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Actes Divers

Arrêté n° R - 0055 du 19 février 1999 portant agrément d'une coopérative agro-pastorale et avicole dénommée « EKH CHEIM BEILLA DAR NAIM NOUKCHOTT ».

ARTICLE PREMIER - La coopérative agro-pastorale et avicole dénommée « EKH CHEIM BEILLA DAR NAIM NOUKCHOTT » est agréée en application de l'article 36 du titre VI de la loi n° 67.171 du 18 juillet 1967 modifiée et complétée par la loi n° 93.15 du 21 janvier 1993 portant statut de la coopération.

ART. 2 - Le service des organisations socio-professionnelles est chargé des formalités d'immatriculation de la dite coopérative auprès du Greffier du Tribunal de la wilaya du Nouakchott.

ART. 3 - Le Secrétaire Général du ministère du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Arrêté n° R - 0169 portant agrément d'une coopérative agricole dénommée EL MOUSTAGHBEL OULD YENGE/SELIBABY/GUIDIMAKHA

ARTICLE PREMIER - La coopérative agricole dénommée EL MOUSTAGHBEL OULD YENGE/SELIBABY/GUIDIMAKHA est agréée en application de l'article 36 du titre VI de la loi n° 67.171 du 18 juillet 1967 modifiée et complétée par la loi

n° 93.15 du 21 janvier 1993 portant statut de la coopération.

ART. 2 - Le service des organisations socio-professionnelles est chargé des formalités d'immatriculation de la dite coopérative auprès du Greffier du Tribunal de la wilaya du Guidimakha.

ART. 3 - Le Secrétaire Général du ministère du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Arrêté n° 0231 du 24 mars 1999 portant agrément d'une coopérative agricole dénommée Litihad we tadamoun Bir Bovat-Hodh Charghi.

ARTICLE PREMIER - La coopérative agricole dénommée Litihad We Tadamoun/Bir Bovat/Hodh Charghi

est agréée en application de l'article 36 du titre VI de la loi n° 67.171 du 18 juillet 1967 modifiée et complétée par la loi n° 93.15 du 21 janvier 1993 portant statut de la coopération.

ART. 2 - Le service des organisations socio-professionnelles est chargé des formalités d'immatriculation de la dite coopérative auprès du Greffier du Tribunal de la wilaya du Hodh Charghi.

ART. 3 - Le Secrétaire Général du ministère du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Ministère de l'Hydraulique et de l'Energie

Actes Divers

Arrêté n° R - 404 du 12 mai 1999 portant autorisation de réalisation d'un forage dans la wilaya du Trarza.

ARTICLE PREMIER - Il est accordé à la collectivité de Oulad Bezcid une autorisation de réalisation d'un forage à 8 km de Mederdra sur la route Tiguint - Mederdra.

ART. 2 - La réalisation de ce forage sera assurée par la collectivité.

ART. 3 - L'utilisation de ce forage sera publique.